



Le directeur de la direction générale de la défense civile, le général/ Ahmed Omer Saeed, a affirmé que ses équipes sont en mesure de réduire l'ampleur des inondations attendues grâce à la grande coordination sur la gestion de crise avec les autorités compétentes.

Il a dit devant une conférence de presse avec le Ministre de l'Irrigation et des Ressources Hydrauliques mardi soir au Forum de la SUNA, que sa direction a surveillé les niveaux et établi des points focaux dans les zones de fragilité avec des préparatifs pour faire face aux cas d'abris et de dommages, et est intervenu pour évacuer les personnes âgées et handicapées.

Il a appelé l'État à prendre d'urgence des pas pratiques, à développer des traitements durables, promulguer une législation pour empêcher le logement dans les lits des rivières et les vallées, la révision du processus de planification et au transfert des citoyens vivant dans les zones inondables vers des zones sûres, en faisant allusion aux décisions récemment de transférer Tokar et 43 autres villages vers des zones de sécurité qui ont été bloquées en raison de l'attachement des citoyens à ces zones, ce qui a conduit à la répétition des conséquences de la catastrophe.

Il a affirmé son mécontentement sur les services fournis en raison du manque de capacités, concernant ce qui a été pris pour sauver les antiquités dans la région d'Al-Bajrawiya, il a assuré que des équipes ont été dépêchées dans la région travaillant avec une grande efficacité et sont toujours présentes pour empêcher les inondations d'atteindre les antiquités.

Il a souligné les précautions pour empêcher l'eau d'inondation d'atteindre l'île Touttie, indiquant qu'il a été pourvu d'un million de sacs, ce qui équivaut à 60% des efforts déployés par la

défense civile.

En ce qui concerne les examens du certificat soudanais, le directeur de l'administration générale de la défense civile a souligné qu'il n'y a pas de problème dans les bâtiments et que les centres d'examen sont préparés, mais qu'il y a des difficultés concernant l'accès des étudiants aux centres d'examen dans certaines zones au Soudan.